

# LA QUESTION DE LA NATIONALITÉ À L'EST DU ZAÏRE

---

Par Katchelewa S. KAMBA

## 1. Introduction: la vie aux frontières

Ce thème vise principalement à éclairer sur la présence des populations d'origine rwandaise et burundaise pour lesquelles se pose le problème de la nationalité dans la région du Kivu. Pour comprendre ce thème, il faut une idée précise des migrations de ces populations telles qu'elles jalonnent l'histoire de la région depuis le début de ce siècle et des conditions dans lesquelles ces migrations se sont effectuées et continuent à s'effectuer.

La seule histoire de ces migrations ne suffit certes pas non plus pour clarifier le problème. Aussi devons-nous, dans cette partie introductive, brosser un portrait rapide de la vie dans la région, vie où les citoyens sont contraints, si l'on peut ainsi dire, à entretenir des relations, pour le moins, embarrassantes avec les citoyens des pays voisins. Embarrassantes parce que ces relations sont aussi nuisibles qu'incontournables dans la vie telle qu'elle se mène ici. Elles ont sûrement quelque chose à voir avec le problème de la nationalité dans la région

Ce qui a toujours fait la force de la province du Kivu, en effet, semble aussi souvent la source de ses principales faiblesses. Le Kivu, en raison de sa position géographique, a toujours constitué un lieu d'échanges particuliers avec l'étranger, échanges que la capitale nationale n'a pas toujours nécessairement sous son contrôle. Et une telle situation ne peut pas offrir que des avantages.

D'abord, il convient de noter que même quand le Zaïre vivait sa moins mauvaise situation, les habitants de certaines provinces comme le Kivu se sentaient très souvent abandonnés par les gouvernements de Kinshasa. Ce sentiment est apparu chaque fois qu'une instabilité a régné dans la région, qu'elle soit sociale ou politique. Par ailleurs, à cause du système gouvernemental excessivement centralisé, on a constaté qu'un employé impayé, par exemple, pouvait passer 3 ans ne sachant pas s'il pourrait un jour être payé, si ses réclamations arrivaient à Kinshasa. Et pour un simple agent de l'Etat qui ne gagnait déjà pas assez pour nourrir une seule personne, il ne pouvait être question de se rendre à Kinshasa pour les réclamations, tout comme, depuis longtemps, l'on ne peut se fier aux services nationaux des postes pour des choses sérieuses.<sup>1</sup> Quant à l'état des routes, nous avons largement expliqué comment elles sont entretenues au Zaïre dans « Uvira: la région et sa population ».

Évidemment, toutes ces situations ne sont pas particulières au seul Kivu. Mais nous insistons sur elles précisément pour montrer quels avantages une telle région peut avoir par rapport à d'autres plus intérieures, et de souligner comment cependant ces avantages se révèlent très coûteux, dans une conjoncture comme celle du Zaïre.

Souvent, c'est en raison des guerres ou de différentes formes de crise économique que les habitants du Kivu cherchent un pis-aller au-delà de leurs frontières, se contentent d'échanger avec les Ruandais, les Burundais, les Ougandais, les Tanzaniens, etc. avec lesquels ils partagent les

---

<sup>1</sup> C'est la situation qui prévaut indéniablement, à tout le moins dès les années soixante-dix.

frontières. On sait qu'à Uvira les principales activités commerciales tournent entre autre autour 1) des échanges avec Kigoma (Tanzanie), port important par lequel les commerçants d'Uvira passent pour chercher en Tanzanie certains articles (électroniques, des vêtements) provenant des manufactures asiatiques, des médicaments, etc. 2) des exportations et importations quotidiennes des produits vivriers et industriels avec ou via le Burundi, le Rwanda, etc.

On sait également que Bukavu, par exemple, serait presque enclavé, si ses habitants ne pouvaient pas utiliser la ville de Cyangugu (Rwanda), Bujumbura (Burundi) pour les communications avec l'étranger et même avec la capitale nationale zaïroise. A la fin des années 1980, on en est arrivé à une situation où toute organisation sérieuse à Bukavu, Goma et Uvira louait une case postale rwandaise ou burundaise simplement parce que la poste zaïroise ne fonctionnait plus. La plupart des Zaïrois ont tenté de tisser des relations d'amitié de part d'autre de la frontière. De sorte que souvent, même un Zaïrois n'était pas capable de dénoncer un Rwandais ou Burundais qui vivait clandestinement au Zaïre peu importe ce qu'il faisait. Tout le monde avait peur de représailles, peur de nuire à ses chances de circuler dans un des pays voisins, surtout quand on sait que la dénonciation se terminait toujours par un arrangement entre l'agent de l'Etat et l'étranger au prix de quelques billets de banque.

Ainsi donc l'étranger s'est toujours trouvé à mesure de tout faire au Zaïre, y compris ce que les nationaux n'étaient pas capables de faire, par exemple le port d'armes à feu.

Il convient donc de dire que la facilité d'ouverture à l'étranger a souvent généré des problèmes d'une réelle importance dans cette partie du pays, dans tout ce pays où les gouvernements se sont toujours révélés peu intéressés à imposer aux frontières un système assurant tout le contrôle nécessaire à l'immigration<sup>2</sup>.

Par ailleurs, une des choses les plus caractéristiques du Kivu est qu'elle est la seule région de l'est dont l'accès est le plus facile à partir de plusieurs pays, si bien que lorsque ces pays connaissent des troubles, le Kivu est le lieu naturel pour offrir un répit aux réfugiés. De même, le Kivu que les Zaïrois vantaient autrefois comme étant le « paradis du tourisme » et qu'ils ont encore toutes les raisons d'appeler « grenier du Zaïre » a toujours fait l'objet de réelle convoitise pour les ethnies originaires des pays voisins. Et parce que les services d'immigration au Zaïre accusent généralement d'une légèreté à l'égard de tous ces étrangers, le Kivu doit souvent faire face à un surnombre des populations, connaître les mêmes difficultés de politique agraires qu'au Rwanda et au Burundi. Pire, on a vu depuis août 1996 que la province du Kivu court toujours le risque de devenir une zone où les guerres du Rwanda et du Burundi viennent se tramer ou se continuer; ce qui ne peut que nuire à la paix relative de cette région.

Les Ruandais et les Burundais qui veulent s'installer au Zaïre n'avaient suscité, jusqu'il y a peu, aucune crainte pour les Zaïrois; ces derniers espéraient toujours que la législation zaïroise permettrait aux réguliers d'être reconnus immigrants et aux irréguliers d'être expulsés. Mais comme nous venons de le mentionner, la légèreté commence dès aux frontières. Les Burundais et les Ruandais qui veulent, entrent au Zaïre au prix de quelques sous et peuvent y vivre comme des Zaïrois-sinon mieux- dès leur arrivée. C'est ainsi que tous les Banyarwanda et les Barundi vivant

---

<sup>2</sup> Le mot juste à ce sujet est plutôt de dire que le contrôle de l'immigration au Zaïre n'a presque jamais existé.

au Kivu, généralement complices de l'immigration clandestine de leurs cousins restés au Rwanda ou au Burundi, se font toujours accuser pour cette complicité et sont considérés eux-mêmes comme des étrangers par les ethnies originaires qui n'ont aucun appui politique pour distinguer parmi les immigrants les plus anciens des nouveaux arrivants.

C'est à peu près en ces termes que se pose avant tout la question de la nationalité au Kivu. Les Ruandais et les Burundais réfugiés au Zaïre trouvent toujours le moyen de vivre au Zaïre sans être soumis aux normes plus communes de l'immigration et, profitant du fait que certains de leurs semblables sont toujours « reconnus » comme Zaïrois (le cas des Banyarwanda de Rutshuru et de Masisi), ils peuvent se camoufler et prétendre appartenir à ces tribus d'expression rwanda que les frontières tracées en 1885, et reconnues vers 1910, entre le Congo (maintenant Zaïre) et le Rwanda-Urundi intégrèrent au Congo.

Dans les paragraphes qui suivent, nous tentons de rendre compte de toute la confusion qui plane autour de cette question en nous appesantissant un peu plus sur ce phénomène tel que vécu dans le Sud-Kivu, et plus particulièrement dans la région d'Uvira-Fizi.

## **2. Historique des Banyarwanda et des Barundi dans le Kivu (en général)**

L'article « La question de la nationalité au Kivu »<sup>3</sup>, quoique très succinct et principalement intéressé aux populations d'origine ruandaise, est en effet un texte relativement objectif est moins orienté. A la manière d'un sociologue, son auteur, J.-P. Pabanel, recense les faits principaux. Et apparemment, il est parmi les rares qui abordent cette réalité sans quelque motivation suspecte. Cet article nous donne un aperçu intéressant quoique sommaire de l'immigration des Banyarwanda dans la région du Kivu.

Il mentionne cinq phénomènes importants qui sont à l'origine du peuplement Rwanda dans la région:

D'abord, comme la zone Kinyarwanda précoloniale s'étendait au-delà de sa façade ouest actuelle [et ce jusqu'en 1910, date à laquelle de nouvelles frontières sont tracées entre les propriétés belges et allemandes; elle incluait aussi la zone de Rutshuru où vit une population d'expression Rwanda], il est naturel qu'une certaine population Rwanda se retrouve aujourd'hui sur le territoire du Zaïre et détienne, à juste titre, la nationalité zaïroise.

Deuxièmement, il y eut ce qui fut appelé MIB (Mission d'Immigration des Banyarwanda). La MIB était destinée à assurer à l'administration belge un « possible réservoir de main-d'oeuvre » pour un Congo trop vaste et peu peuplé. En 1937 les accords furent signés entre les autorités du Kivu, du Rwanda et ce qu'on appela le Comité national du Kivu. Le Comité national du Kivu fut créé le 13 janvier 1928, initié par le Ministre des colonies, M. Henri Jaspar, afin de réunir les moyens nécessaires au développement des régions orientales de la colonie.<sup>4</sup> Mais voici maintenant ce qui s'en suivit:

<sup>3</sup> PABANEL, J.-P., « La question de la nationalité au Kivu » in *Politique Africaine* 42, 199...

<sup>4</sup> *Le Congo Belge et le Ruanda-Urundi*. p. 308.

« -de 1937 à 1949, un petit nombre de familles ruandaises s'est installé au Gishari; -de 1949 à 1953, lors de la famine au Rwanda, le nombre d'immigrants s'est accru. Vers 1950, on dénombrait plus de 6000 familles ruandaises installées au Gishari; (...) Mais le programme d'implantation aura des difficultés pour se poursuivre du fait de l'existence de densités élevées de population existant au Kivu, et des oppositions croissantes des populations et des chefferies qui supportaient mal ces nouveaux groupes qui, important leurs propres structures, se plaçaient ouvertement en position de « conquête foncière » au-delà des zones qui leur étaient concédées »<sup>5</sup>.

Troisièmement, les entreprises minières du Congo-Belge ayant manqué de main-d'oeuvre, « il fallut [parallèlement à la MIB] créer au Rwanda et au Burundi des bureaux chargés de recruter une population jugée excédentaire. Cette population a été installée dans les zones minières du Kivu, du Maniema et du Shaba. On peut l'estimer à 80000 personnes »<sup>6</sup>

Le quatrième phénomène fut celui des réfugiés politiques qui vinrent entre 1959 et 1961 s'installer vers Masisi Kalehe, Walikale et Fizi.

Enfin, il y a les immigrants clandestins dont la tâche est facilitée par la perméabilité des frontières zaïroises et la présence d'un segment de leur famille au Zaïre, l'achat des terres zaïroises par des Ruandais du Rwanda, ainsi que l'aisance avec laquelle les papiers zaïrois peuvent être obtenus ou falsifiées.

Plus au sud de la province cependant, il ne s'agit pas de ce seul problème des Banyarwanda mais aussi de celui des Barundi. Et c'est la principale faille du travail de Pabanel de n'avoir pas examiné les deux facettes de l'immigration au Kivu.

En effet, de même que des Banyarwanda continuent à rejoindre un petit groupe des pasteurs tutsi <sup>7</sup> connus pour avoir immigré vers l'Itombwe autour de 1900, de même les Barundi n'ont cessé de pénétrer la plaine de la Ruzizi d'où ils entretiennent alors un mouvement de va-et-vient entre le Zaïre et le Burundi.

Dans les deux cas, le mouvement est lourd de conséquences dans la mesure où il vient mettre en péril l'acceptabilité des quelques Banyarwanda ou Barundi « plus anciens » de même qu'il tend à transformer toute la région habitée par les Bafuliiru et les Babembe en un véritable champ de bataille où se transposent les querelles Tutsi-Hutu du Rwanda et du Burundi.

Mais pour comprendre à fond cette particularité de l'immigration dans la partie sud du Sud-Kivu, examinons d'abord rapidement, l'historique de la présence rwanda et rundi dans les zones Uvira-Fizi.

---

<sup>5</sup> Idem. pp.33-34.

<sup>6</sup> Idem. p.34.

<sup>7</sup> Dans son article publié en 1965, Hiernaux montre que, en 1954, le nombre des Tutsis dans la région d'Uvira-Fizi s'évalue à environ moins que 300 personnes. Lire « Note sur les Tutsi de l'Itombwe », *Bulletin et Mémoires de la Société d'Anthropologie de Paris*. t. 7, XIème série.

### a. L'immigration des Barundi

L'article de Bishikwabo, « L'origine des chefferies de l'ouest de la Ruzizi: Bufuliru, Buvira et Burundi au XIXème-XXème siècle » dans *Culture et Société. Revue de civilisation burundaise*. 1981, vol.4, présente les Barundi comme ayant été la première ethnie étrangère à s'installer dans le « Territoire des Bafulero ». Pour soutenir son propos, Bishikwabo s'appuie sur quelques documents officiels établis par Loons, Vanderghote<sup>8</sup> et les résultats d'interviews réalisées par ses anciens étudiants de l'Institut Supérieur Pédagogique de Bukavu.

L'article décrit comme suit le début des mouvements rundi dans la plaine de la Ruzizi:

Dorogwe, un prince du Mwami Ntare du Burundi est le premier qui est venu chercher de bons pâturages dans la région. Ayant installé ses sujets tout près de Kiliba, Dorogwe étendit alors son occupation du nord du lac Tanganyika jusque vers Luberizi. Dorogwe à l'époque dirigeait la partie ouest du Burundi et voulait étendre son territoire jusque dans la plaine du côté d'Uvira.

Selon cette version, c'est le troisième chef Kinyoni remplaçant de Rudengeza [qui avait remplacé Dorogwe] qui, le premier abandonne les terres du côté burundais pour venir s'installer définitivement vers Luberizi.<sup>9</sup>

Et selon le Capitaine Vanderghote et l'Administrateur de Territoire Loons,

« Kinyoni, un des grands sous-chefs de Mwezi-Gisabo(1850-1908), roi du Burundi, quitta le Burundi et vint proposer ses services aux agents de l'Etat Indépendant du Congo (EIC), en vue de fuir des Allemands avec lesquels il avait des démêlés continuels. Il s'installa d'abord au nord du lac Tanganyika chez les chefs « congolais » Kiniami et Lisiki. Entre temps le mwami des Bafuliru, Nyamugira, effrayé par les incursions des mutins Batetela et hostile à la collaboration avec les Blancs, s'enfuit chez Nnalwindi où il resta pendant trois ans. Kinyoni apporta aux agents de l'EIC un concours remarquable pour défaire les mutins. Ces derniers disparus, Kinyoni reçut en récompense le territoire du fuyard Nyamugira jusqu'au rideau de « *montagnes comprises entre un parallèle passant par le Nord du lac Tanganyika et de la Moniovo* ». Ce territoire était celui administré autrefois par Mutahonga, sous-chef de Nyamugira »<sup>10</sup>.

De fil en aiguille, Kinyoni, très accepté par les Européens et considéré comme très dévoué à la cause coloniale, vit ses possessions s'ériger en chefferie en 1928.<sup>11</sup>

C'est là une version des événements que nous présente Bishikwabo. Mais nous aimerions surtout attirer l'attention sur le fait que cette version soutient que les Barundi auraient été

<sup>8</sup> Il cite précisément Vanderghote dans *étude sur les moeurs indigènes de race des Wafuleros*, le 31/10/1933, Registre des renseignements politiques et divers, 1904-09/1912, Archives de la Sous-Région du Sud-Kivu, Uvira.

Loons, *Historique du territoire d'Uvira*, le 20/5/1933, Archives de la Sous-Région du Sud-Kivu, Uvira.

<sup>9</sup> Selon l'impression que nous donne le texte de Bishikwabo, cette immigration se serait produite autour de 1900.

<sup>10</sup> Lire BISHIKWABO, C. art. cit. p. 111

<sup>11</sup> Ibidem.

antérieurs aux Banyarwanda dans la plaine de la Ruzizi. Car, Bishikwabo affirme dans le même article :

« les Banyarwanda constituent la dernière catégorie d'immigrants qui vont chercher à se tailler une place dans cette région au XIXème siècle. Leur pénétration s'étend de 1881 à 1934, voire au-delà ».<sup>12</sup>

Dans ces conditions, affirmer que les Barundi sont arrivés plus tôt que les Banyarwanda dans le territoire des Bafuliiru revient d'une part à remonter la présence des Barundi à plus loin que 1900 et, d'autre part à signifier, comme cela apparaît très clairement dans l'article de Bishikwabo, que pendant toute la deuxième moitié du XIXème siècle les Bafuliiru ont cohabité avec les Barundi dans la plaine de la Ruzizi. Et ce serait pratiquement soutenir la même hypothèse que celle de Moeller qui, en 1936, pensait qu'à l'arrivée des Européens à Uvira Kinyoni « commandait les deux rives de la Ruzizi »<sup>13</sup>

Pour notre part, la question n'est pas de prouver la fausseté de tels propos, mais simplement d'indiquer quelques questions qui en résultent, à savoir:

1) Si les Barundi de Dorogwe étaient présents au Congo, le long de la Ruzizi, pendant presque toute la deuxième moitié du XIXème siècle, représentaient-ils un peuple réellement installé au Zaïre ou un nombre minime des pasteurs peu considérés par les Congolais, des clandestins sur la côte congolaise de la Ruzizi? S'il s'agit d'un peuple qui s'est réellement installé au Congo et dont le chef était reconnu, comment expliquer que Kinyoni venu offrir ses services plus tard (vers 1899 ou 1900) auprès des autorités belges ne se fit pas prévaloir comme étant le chef de la contrée qui s'étendait déjà sur la côte orientale de la zone d'Uvira?

2) Les Bafuliiru du temps de Mukogabwe interrogés Dira Kayaga, Rutania, Haramba, etc. disent avoir vu Kinyoni venir demander un espace pour les pâturages. Ces Bafuliiru, presque tous de grands notables sont encore vivants; ils prétendent que Kinyoni s'est réellement établi avec son groupe au Bafuliiru après 1925; ce qui semble approcher la date où les Belges intronisent Kinyoni comme chef de la plaine de la Ruzizi. Ces personnes interviewées affirment même que jusqu'à l'arrivée de Kinyoni (autour de 1925 donc) la plaine était presque entièrement inhabitée. Faut-il considérer que ces Bafuliiru n'ont vu que le dernier événement important, i.e. l'installation de Kinyoni à Kalambo, alors que celui-ci était déjà connu des Belges à Uvira? Et si c'est bien le cas, quelle importance faut-il accorder à la présence de Kinyoni auprès des Belges avant son intronisation? A son arrivée à Uvira, fut-il considéré comme un chef ayant longtemps résidé au Congo ou comme un immigrant dont la seule importance émanait de son ancien pouvoir du côté burundais? Si Vanderghote et Loons indiquent que Kinyoni, fuyant le Burundi, est venu offrir ses services aux Belges de l'EIC pour fuir les Allemands avec lesquels il avait des conflits permanents, pourquoi, d'une part, ne signalent-ils pas que Kinyoni était malgré tout déjà un chef congolais? A quelle date, d'autre part, faut-il réellement situer l'arrivée de Kinyoni (surtout sachant que l'Allemagne est devenue propriétaire du Rwanda-Urundi en 1910)(Jentgen, 1957, pp. 12-13) ?

<sup>12</sup> Idem. p.114.

<sup>13</sup> MOELLER, A., *op. cit.* p. 137.

Cette deuxième question nous amène à penser qu'ils auraient raison ceux qui prétendent que Kinyoni a été réellement présent dans la plaine vers les années 1920, aussi bien d'ailleurs que ces administrateurs belges qui disent s'être servi de Kinyoni après la fuite du Mwami fuliiru.

Ce qui risque encore d'opposer les témoignages que nous considérons et les textes cités par Bishikwabo lui-même, c'est que d'une part, selon les administrateurs belges cités, Kinyoni aurait acquis l'autorité dans la plaine au temps du Mwami Nyamugira, alors que pour certains notables locaux, tout se serait produit au temps de Mukogabwe (fils de Nyamugira). Mais en réalité, deux éléments permettent de concilier les deux points de vue: premièrement l'interview accordée par Dira Kayaga, un de nos informateurs, montre que Kinyoni est réellement arrivé quelques temps avant la mort de Nyamugira, ce qui veut dire d'abord au temps de Nyamugira, mais aussi cela suggère que la présence de Nyamugira se soit vite effacée de la mémoire de plusieurs (Nyamugira étant mort pendant que son fils avait commencé à gérer le Bwami, seul son fils est donc resté à la mémoire surtout pour ces quelques événements importants); deuxièmement, Mukogabwe, ayant connu vis-à-vis de l'administration coloniale le même sort que son père, i.e. ayant fait face à la même hostilité des coloniaux, certaines choses arrivées au cours de son règne peuvent avoir été volontairement versées dans le dossier de son père. Il va sans dire d'ailleurs que durant la fuite de Nyamugira, c'est son fils Mukogabwe qui, avant de fuir également, s'occupa du Bwami de son père. C'est tout cela qui permet de comprendre que des événements produits sous le règne de Nyamugira soient parfois assimilés à ceux arrivés au temps de Mukogabwe et vice-versa.

Mais dans tous les cas, nous retiendrons que ce qu'il convient d'appeler la réelle présence des Barundi dans la plaine ne peut s'être produite plus tôt que 1910, date où les Allemands devinrent propriétaires du Burundi. Cela ne revient pas à nier la présence de quelque âme rundi dans la plaine congolaise, nous soutenons seulement que si quelques pasteurs, Kinyoni compris, s'étaient infiltrés vers, par exemple, 1899 ou 1900, période où les mutins *tetela* affectent Uvira, ils ne représentaient alors qu'un petit nombre de clandestins dont les résidences principales continuaient à se situer au Burundi ou qui tentaient probablement de s'intégrer aux Bafuliiru pour se faire accepter. Sinon, tous les anciens notables interrogés reconnaissent que Kinyoni est le premier chef de troupe rundi qui vint demander à Na-Bufuliru un terrain, lequel Kinyoni est reconnu par l'administration coloniale comme étant entré dans le territoire de l'EIC seulement après des démêlés avec les Allemands.

Dans son article, Bishikwabo montre également, comme nous l'avons signalé, que les Barundi sont antérieurs aux immigrants Banyarwanda. Nous montrerons plus loin qu'un tel point de vue doit être considéré avec mesure. Mais avant cela, il faut d'abord présenter l'histoire de l'immigration des Banyarwanda dans les régions d'Uvira-Fizi.

## b. L'Immigration des Banyarwanda

### b.1. L'immigration

Certains Tutsi restés au Rwanda, ceux qui ont longtemps vécu au Burundi comme des réfugiés disent souvent qu'ils diffèrent de ceux qui ont immigré dans la région d'Uvira-Fizi. Ils désignent ces derniers comme étant des « Mundu » pour les distinguer de ceux qu'on appelle les « Inyenzi », etc..

Malheureusement, ce travail ne peut éclairer sur l'origine de la désignation « Mundu », désignation qui pourrait faire l'objet d'une toute autre étude. Nous nous proposons d'abord ici de retracer les principaux mouvements des « Mundu », mouvements qui sont à la base du peuplement de plus en plus croissant des populations Rwanda dans le sud du Sud-Kivu.

Pour expliquer l'origine des populations tutsi dans cette région, les études récentes se sont généralement référées à l'étude de géographie régionale de G. Weis intitulé *Le pays d'Uvira* et à Cuypers dans Van sina 1966.

Weis situe la première présence des Banyarwanda dans la zone d'Uvira-Fizi au XIX<sup>ème</sup> siècle. Autour de 1959, quand il mène ses enquêtes auprès des populations Rwanda, il note ce qui suit:

«(Leur) implantation est récente: le premier Ruanda est arrivé à Galye en 1881, puis un homme et deux femmes en 1884. (...) Sur 73 hommes (et 84 femmes) interrogés à Galye [ en 1959 donc], 41 hommes (et 11 femmes) sont nés au village, 8 hommes (et 27 femmes) sont venus avant 1930, 2 hommes(et 2 femmes) entre 1930 et 1939, 12 hommes (et 18 femmes) entre 1940 et 1949, 10 hommes (et 26 femmes) entre 1950 et 1954. Le tiers des habitants est né au village. »<sup>14</sup>

La première observation à faire au sujet de cet extrait, c'est que, selon Weis, quelques personnes d'origine Rwanda sont réellement arrivées dans la région vers 1881. Mais il s'agit bien de quelques personnes, car il parle plutôt d'un homme en 1881, puis d'un homme et d'une femme en 1884. Et si, vers 1959, on pouvait dénombrer plus d'une centaine des Banyarwanda, c'est parce que, successivement, en 1930, 1939, 1940, 1949, 1950, 1954 d'autres sont venus se joindre à eux. Ce qui, malgré tout fait que vers les années 1950, il était difficile de dénombrer plus de 200 personnes adultes.

Et cela semble concorder avec les observations que fit également Hiernaux dans son article « Note sur les Tutsi de l'Itombwe ».

Car, si nous avons bien compris Hiernaux, entre 1954 et 1955, on pouvait donc seulement compter 46 hommes (non sénescents) à Rurambo et 54 à Gihande. Et l'auteur précise de toute façon, en se référant au recensement de E. Maquet, que la population totale était de 270 personnes, dont 134 de sexe masculin et 136 de sexe féminin.<sup>15</sup>

<sup>14</sup> WEIS, G., *op.cit.* p. p. 118

<sup>15</sup> HIERNAUX, J., « Note sur les Tutsi de l'Itombwe(République du Congo)... in *Bulletins et Mémoires de la Société d'Anthropologie de Paris*, t. 7, Xième série, 1965, p.361 et 365.



La deuxième observation que l'on peut faire en marge de cette situation, c'est que, de toute manière, ces auteurs étudiaient la typologie de ces hommes en les identifiant au Rwanda d'où ils continuaient à venir. Hiernaux, précisément dans sa communication du 18 novembre 1965, mentionne la chose suivante au sujet des Tutsi de la région, particulièrement ceux qu'il avait mesurés:

« Les parents des cents sujets mesurés sont pour la plupart nés dans un cercle géographique restreint sur le versant des montagnes qui surplombent la plaine de la Ruzizi: dans 85% des cas pour le père, 93% pour la mère. Dans les autres cas, ils sont nés au Rwanda: une certaine immigration du Rwanda avait encore lieu à la génération précédente. »<sup>16</sup>

Et Weis, dans le même sens parle de ces Banyarwanda, non pas en tant que population de la région mais comme un ensemble de Ruandais installés au Congo. C'est du moins ce qu'il laisse penser lorsqu'il distingue les Congolais des Rwanda. Il situe à côté des Bafuliiru et des Bavira d'autres « Congolais », tandis qu'une note en bas de page précise qu'il parle d'autres Congolais [autres par rapport aux Bafuliiru et Bavira] pour distinguer ces autres peuples des Rwanda.

Weis situe l'arrivée de quelques Rwanda vers 1900 ou un peu avant. Mais une lecture attentive prouvera que, à part les quelques personnes identifiées par l'auteur, les populations Rwanda se sont réellement manifestées dans la région à partir de 1930 quand l'autorité coloniale tente alors d'empêcher les nouveaux arrivants de se fixer sur les plateaux d'Uvira.

Weis signale aussi que:

« Les territoires de Mwenga, Fizi et Uvira se les rejetèrent longtemps, les refoulant dès qu'ils manifestaient l'intention de se fixer en un point; en 1950 seulement, on leur permit, en même temps, qu'à une population hétérogène de Congolais, d'installer des villages fixes dans les dépressions de la Bijombo et de la Musondja. »<sup>17</sup>

C'est entre 1920 et 1930 que des groupes organisés de réfugiés ruandais ont réellement tenté de se faire un pouvoir dans la zone d'Uvira, c'est ainsi que Weis signale pour peu avant 1935, un certain Capita Budulege sur l'interfluve Kalimabenge-Mugaja.<sup>18</sup>

De même que, selon nos informateurs, un certain Kayira, autour de cette période s'installe à Rufuli et veut se faire passer pour Mwami. Les informateurs pensent que Kayira a été pourchassé par Mukogabwe, mais que c'est surtout la méfiance des coloniaux, qui ont trouvé chez le nouveau-venu une démesure évidente, qui a aidé la cause de Mukogabwe.

---

<sup>16</sup> *Idem.* p. 366.

<sup>17</sup> WEIS, G., *op. cit.* p. 149.

<sup>18</sup> *Idem.* p. 148.

Tout laisse croire donc qu'à cette période (vers 1920-1930) certains groupes de personnes vinrent du Rwanda pour s'installer anarchiquement dans la région Uvira-Fizi; et que les Européens tentèrent alors de contenir leur poussée.

Puis, il convient de signaler le mouvement de 1959-1961 où des groupes de réfugiés ruandais envahirent toute la région en passant par le nord. Certains de ces réfugiés vécurent une instabilité dans le nord du Kivu, tentèrent de pénétrer l'Urega, mais la plupart d'entre eux choisirent encore une fois le chemin du sud.

Mais le mouvement récent le plus important est celui de 1967. Des Ruandais qui n'ont pu trouver refuge dans le nord du Kivu se déversèrent sur les zones d'Uvira et de Fizi. On dit qu'ils tentèrent également de s'orienter vers l'Uréga mais ne réussirent pas à vivre dans les conditions de la forêt.

D'autres versions des faits voudraient que ce soient les Balega et les Bazibaziba qui les repoussèrent dès leur arrivée.

Mais comme le HCR intervint rapidement dans cette région du sud, la présence des réfugiés fut moins dévastatrice qu'elle aurait pu l'être, dans une région qui sortait à peine d'une guerre civile. Les missionnaires furent encouragés à créer des classes pour les réfugiés, mais c'est surtout l'église protestante qui attira l'attention de ceux-ci qui ne voulaient accepter aucune autorité et voulaient chanter, prier dans leur langue et entre eux-mêmes.

Les réfugiés ruandais pouvaient facilement passer une journée entière en train de prier et chanter très fort. A les entendre chanter et prier, on aurait pensé être devant des désespérés qui voulaient que le ciel leur tombe sur la tête une bonne fois.

Leur histoire ne fut cependant pas très longue dans la plaine. Le plus grand nombre prit le chemin de Minembwe où étaient déjà installés leurs prédécesseurs. Certains d'entre eux, mélangés à des Hutu restèrent à Bwegera, tout près de Luvungi.

Actuellement, certains d'entre eux effectuent des va-et-vient entre les plateaux d'Uvira, la zone de Moba dans le Shaba et le Rwanda.

### **C. Conclusion partielle**

Depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, quelques familles rwanda et rundi se sont installées dans le sud du Sud-Kivu. Mais il faut être prudent quant à conclure que, ce faisant, les Banyarwanda et les Barundi constituaient des populations importantes au Kivu.

Comme l'indique l'article de Pabanel, les livres de Weis, le livre et les articles de Hiernaux, plusieurs vagues de réfugiés ont afflué sur le Kivu, surtout à partir des années 1930. Les mouvements de ces réfugiés rendus complexes par le phénomène de l'immigration clandestine, sont la source principale de la croissance numérique des Ruandais et des Barundi dans le sud du Sud-Kivu.

Les mouvements importants pour les Banyarwanda, semblent selon toutes les sources, ceux de 1959-61, celui de 1967 ainsi que celui de nombreux clandestins qui, assez souvent passent par Goma et descendent ensuite vers la Ruzizi.

La plupart des Ruandais, une fois rendus ici, sont couverts par leurs proches qui vivent déjà au Zaïre, au point qu'il est toujours difficile de savoir quel Munyarwanda vient fraîchement du Rwanda.

Par ailleurs, comme nous l'avons vu, certains historiens croient que les Barundi seraient quand même plus anciens dans la région. Mais notre avis encore une fois, c'est qu'il faudrait une certaine prudence vis-à-vis d'une telle conclusion.

D'une part, en disant que les Barundi sont les premiers venus dans la région d'Uvira-Fizi, parce qu'on aurait signalé quelques présences au XIX<sup>ème</sup> siècle, on doit bien se garder de pencher vers l'idée qui voudrait que les chefs du côté burundais aient réellement dirigé une partie du Congo avant 1928, que les Barundi aient déjà compté à l'époque comme une des ethnies du Congo. Nous avons indiqué le contresens d'un tel propos.

D'autre part, certains Tutsi furent également signalés par l'administration belge autour de 1900.

Et dans les deux cas on ne peut considérer que les individus signalés étaient pris par qui que ce soit comme des ethnies congolaises [à l'exception bien sûr des Banyarwanda de Rutshuru].

D'ailleurs, même les dates avancées par Weis (qui situent les premières présences ruandaises au Congo avant 1900) nous semblent parfois peu fiables. Car, les Belges n'ayant pas été installés à Uvira avant 1894, on peut soupçonner que les dates avancées durent être proposées par ces Tutsi eux-mêmes, qui avaient tout intérêt à renvoyer le plus loin possible leur présence au Congo.

### 3. La guerre de la citoyenneté

La récente guerre de l'est du Zaïre constitue un des éléments importants qu'on ne peut plus ignorer pour éclaircir la question de la nationalité dans cette région. Cette guerre justement, même si personne à ce jour ne saurait en circonscrire les enjeux, montre à quel point le Zaïre a été depuis très longtemps un Etat insécuritaire pour ses propres citoyens, un Etat où les étrangers peuvent avoir plus de recours que les nationaux. Les immigrés d'origine rwandaise au Kivu constitue donc un beau cas. Nous tenterons de montrer néanmoins que ces immigrés, en plus de leurs prétentions à des terres zaïroises, sont eux-mêmes victimes de grandes manipulations et que les conflits dans les quels ils se trouvent impliqués tiennent non pas aux mauvaises relations qu'ils auraient avec les populations locales mais plutôt à plusieurs excitations dont ils se trouvent être de simples courroies de transmission.

Ces populations, ce sont des Banyarwanda tutsi qui sont maintenant identifiés partout comme étant des Banyamulenge. Ils se sont arrogé ce nom vers 1976, nom qui signifie « habitants de Mulenge ». Mulenge est pourtant un village dans les montagnes de la chefferie des Bafuliiru où l'on ne trouve pas de population d'origine rwandaise. Le village se situe à quelques kilomètres seulement du chef-lieu de la région des Bafuliiru. Il est un des anciens villages de la région des Bafuliiru, à côté de Langala, Lemera, Butole, Kihinga, Mugule, Mugaja, etc.

C'est pour dire que les vrais Banyamulenge sont des Bafuliiru qui ont toujours occupé cette partie de la terre, et dont le chef Namulenge dut se soumettre au Mwami de Bafuliiru, le Mwami de Lemera, le seul qui s'imposa comme roi des Bafuliiru. *Le Rapport de la Commission*

*d'Information du HCR-PT sur la situation des réfugiés et des populations déplacées dans les régions du Nord et du Sud-Kivu d'août-septembre 1994*, mentionnait que le chef de Mulenge en 1994, M. Kibola, ne reconnaissait pas lesdits Banyamulenge comme étant ses sujets. La Commission s'interrogeait ainsi: « Les Banyamulenge non reconnus par KIBOLA et qui portent le nom de MULENGE en déclarant qu'ils sont de Mulenge proviendraient de quelle partie de la zone d'Uvira? »<sup>19</sup>

Chez les Bafuliiru des villages Shange, Kahungwe, Lemera, Mubula, on se rappelle facilement une anecdote qui contait le sort des Banyamulenge vers la fin de la guerre muléliste en 1965. L'anecdote s'identifie à un peuple qui n'a rien à voir avec les Banyamulenge qui ont fait la fascination des médias occidentaux depuis août 1996.

Entre 1964 et 1965, en effet, la zone d'Uvira connaît la première guerre civile à laquelle participe un grand nombre de ses fils. La plupart des gens d'Uvira sont engagés du côté de la rébellion. Ils sont du nombre de ceux qui réclament un pouvoir révolutionnaire. Et pratiquement toute la région d'Uvira-Fizi est obligée de fuir devant l'armée régulière lorsque celle-ci, avec l'appui des mercenaires commence à reprendre le contrôle des territoires de l'est. Ainsi les rebelles et les civils font front commun.

Un jour, un rebelle en provenance de Rukobero, un village près de la rivière Shange, qui avait trop bu de la bière de banane, se substitua au veilleur qui était supposé demeurer au sommet d'une montagne en face du village. Il vit beaucoup de voyageurs qu'il prit pour des soldats à la poursuite de rebelles. Il cria du haut de la montagne « Ee Banyamulenge twateerwa, abana mu mbeko », Banyamulenge! Nous sommes attaqués, les enfants au dos!

Tous les habitants de Mulenge prirent la fuite avant de se rendre compte plus tard que l'ivrogne n'avait vu que de paisibles passants. Mais quelques semaines plus tard Shungumira, un fou du village qui, lui, avait vu les vrais soldats, poussa le même cri. Et personne n'osa fuir, non seulement parce que les gens avaient déjà été trompés mais parce que Shungumira était un fou. Ils gardèrent leur calme jusqu'au moment où ils virent des gens qui fuyaient en criant au désespoir. Les Banyamulenge fuyèrent alors.

A la fin de la guerre le cri du fou Shungumira devint une chanson chantée par dérision pour les Banyamulenge qui ont ignoré un proverbe local d'après lequel, l'on doit faire attention même à la parole d'un fou\* .

Les « Banyamulenge » dont parlent les médias depuis l'invasion rwandaise du territoire zaïrois de 1996 ne sont pas ces Banyamulenge que nous venons de présenter. Ce sont ces immigrants Banyarwanda qui vivaient près des pâturages de leurs troupeaux dans les villages de Rurambo, Bijombo, Minembwe et qui, contre le gré des Bafuliiru se sont approprié le nom. Ils ont tenté de faire accepter ce nom à l'intérieur du Zaïre, mais le succès n'a pas couronné leur effort, car, voulant se présenter comme une tribu zaïroise, aucune carte géographique ne leur donnait raison.

Mais leur refuser ce nom, c'était ne pas compter avec une vaste campagne dont ils participaient. Dans une banque de données de *Ethnologue*, on lisait déjà avant même le déclenchement de la

---

<sup>19</sup> Lire le Rapport p. 118.

\* L'expression est « *Umusire atatonda ngabo* », un fou ne commande jamais un peuple. Le proverbe invite à prendre au sérieux même la parole d'un fou, car un fou dit tout ce qu'il voit sans tenir compte de rien. Un fou peut crier même là où les autres auraient peur d'être identifiés par l'ennemi.

guerre que les populations d'expression Rwanda à l'est du Zaïre auraient entre autres comme dialectes le Kinyamulenge (pour Mulenge) et le Kinyabwisha (pour Bwisha). Chose étonnante lorsqu'on sait qu'à Mulenge il ne se parle que le Kifuliiru. Dans le même sens, alors que la loi de 1981 tentait de résoudre la question de la nationalité au Kivu en imposant aux immigrants la procédure des demandes individuelles, aucune demande de citoyenneté n'a été enregistrée de la part des Banyarwanda du Kivu. Même pas de la part des immigrants les plus récents. Leur revendication était de faire reconnaître au pays l'existence d'une nouvelle ethnie «Banyamulenge».

Pendant que les Zaïrois continuaient à croire à une solution gouvernementale au problème des Banyarwanda, ceux-ci jouaient déjà à l'internationalisation du problème, tentaient d'intéresser des organismes humanitaires dont beaucoup ont été acquis à leur projet (Afrique 2000, Human Rights Watch/Africa, Centre Carter, plusieurs organismes suisses, canadiens, etc.). Ils ont donc réussi à se faire reconnaître à l'extérieur du Zaïre comme constituant un peuple victime, persécuté en raison de leur appartenance ethnique.

Mais comment alors le monde entier pouvait-il être mobilisé par un petit groupe vivant seulement sur 3 villages des montagnes inaccessibles, loin des villes?

Entre autres choses, il semble maintenant clair que ceux qui revendiquent la citoyenneté zaïroise sous le nom des Banyamulenge ont été utilisés par des groupes qui, eux, ne le pouvaient pas. Par exemple, des Tutsi du Rwanda qui pensent qu'ils s'épanouiraient mieux au Kivu qu'au Rwanda, des nostalgiques des conquêtes impériales dont le rêve est de constituer un empire dont le Kivu ne serait qu'une partie, du moins si tant est que les livres de Barahinyura, S, 1992, le document du Père Carmelo JANFELICE produit en juillet 1996 sont véridiques<sup>20</sup>. Ces documents dénoncent un projet d'un empire tutsi qui se substituerait à la plupart des Etats de la région des Grands Lacs, incluant le Kivu, une partie de la Tanzanie et du Kenya.<sup>21</sup> C'est dans ce sens que, notamment, les représentants de ces Banyarwanda dits «Banyamulenge» pour le besoin de la cause ont prétendu que leur chiffre s'évaluerait à 400.000 alors qu'en 1956, on comptait seulement 6000 personnes et qu'à la fin des années 1980, ils étaient estimés à 12000. Le chiffre astronomique de 400.000 en soi est un piège dans la magie de cette guerre.

Si le monde entier accepte que les Tutsi dits Banyamulenge s'évaluent à 400.000, si le Zaïre se voit forcé d'accepter qu'il existe seulement dans les zones de Fizi, Uvira et Mwenga des Tutsi aussi nombreux, alors, tout Tutsi d'où qu'il vienne, pourrait se dire originaire de la région. Du moins jusqu'à prouver que le chiffre est atteignable et qu'il est faux d'estimer le nombre des Banyarwanda de la région à seulement 12000.

Et puis, on peut maintenant conjecturer qu'il y a tout un réseau de personnalités publiques et privées à travers le monde qui aimeraient se servir de la situation de ces Banyarwanda pour déstabiliser le Zaïre, probablement pour l'une au moins des deux raisons suivantes: 1) *la raison du libérateur* selon laquelle, le seul moyen de sauver le Zaïre du gouffre, c'est d'utiliser n'importe quel problème interne au pays pour le démembrer en vue de le reconstruire ensuite; 2) *la raison du révisionniste* selon laquelle les frontières auraient été mal tracées entre le Zaïre et le Rwanda,

<sup>20</sup> Goma, *Polo della crisi zaïrese et della crisi rwandese*. Juillet, 1996.

<sup>21</sup> Lire Barahinyura S.J., *Rwanda. Trente deux ans après la révolution sociale de 1959*, Frankfurt, 1992, pp. 126-29. Mais aussi Janfelice, *op.cit.*

etc. Et en marge des deux raisons, bien sûr, la thèse selon laquelle les Zaïrois n'ont jamais pris conscience de l'importance de leur pays, raison pour laquelle il serait plus responsable de leur arracher une partie de ce qu'ils ne peuvent utiliser, sinon tout, pour que le monde entier en bénéficie.

En fait, l'on ne peut plus maintenant négliger l'idée d'un réseau international pour démembrer le Zaïre, au regard surtout de la façon dont les fausses nouvelles concernant les « Banyamulenge » se sont répandues sans aucune vérification et malgré les efforts de certains habitants du Kivu pour démentir divers propos mensongers. Voici quelques-unes des nouvelles dont se sont servi les médias du monde entier, avant et pendant la guerre; les mensonges n'y manquent pas.

1) Monsieur Garreton, Rapporteur des Nations Unies, après un voyage dans la région des Grands Lacs où il a, selon lui, discuté avec les autorités de la région et les leaders tutsi, a affirmé entre autres choses: a) que les « Banyamulenge » sont un peuple immigré au Zaïre depuis 1797, depuis le règne de « Yuhi IV Gahindiro » ; b) que ce peuple parle un dialecte différent de celui des autres Banyarwanda; c) que ce peuple constituerait 400.000 âmes qui se disent zaïroises; d) que ce peuple aurait acquis une grande importance politique au point de faire élire ses représentants dès les premières élections démocratiques au pays et jusqu'en 1964.

Monsieur, Garreton, qui a consulté certains organismes humanitaires apparemment déjà favorables à la cause des Banyarwanda tutsi est arrivé au sud Kivu avec une position déjà bien claire. Il ne dit nulle part avoir rencontré et interrogé les populations originaires du Kivu, tandis qu'il avait lu une pétition signée par des leaders Banyarwanda [qui accusaient les autorités et les populations de manière un peu tous azimuts] et qu'il a tenu à voir leur représentant, M. Ruhimbika Muller<sup>22</sup>. Monsieur Garreton ne s'est pas donnée la peine de vérifier les informations reçues; il aurait pu, à tout le moins, se rendre compte que a) Yuhi IV Gahindiro n'a pas existé comme roi du Rwanda. Surtout pas un Yuhi IV en 1797 ou autour de cette date. Comme on peut lire dans un tableau des royautes de la région, Yuhi IV s'appelait Musinga, tandis que Gahindiro serait le nom du Yuhi III, tous des rois de la fin du XIXième et début XXIième siècles . Yuhi IV, si l'on veut bien parler de lui, est mort en 1921 et non en 1797; b) le groupe qui se dit aujourd'hui différent des Banyarwanda a encore bel et bien des liens de famille très proches avec des Banyarwanda du Rwanda actuel, et le problème de l'immigration clandestine dans cette région tient principalement de la double identité de ces Tutsi qui s'identifient au Rwanda quand ça va mal au Zaïre et au Zaïre quand il a quelque chose à offrir; c) Garreton aurait pu soulever des questions sur la possibilité d'avoir 400.000 personnes Banyarwanda dans les seules zones de Fizi, Uvira et Mwenga, alors que toutes les bases de données scientifiques estiment tous les Banyarwanda du Zaïre à 350.000. Il y a de quoi se demander d'ailleurs comment une population qui serait ainsi nettement majoritaire, aurait à subir la discrimination de la part des peuples qui ne seraient ainsi que minoritaires. Rappelons que selon *Ethnologue* même, les Bafuliiru se chiffrent à 275.000, les Vira ou Joba à 10.000, les Rega de Mwenga à plus ou moins 200.000 et les Bembe de Fizi à 252.000.

Dans le texte « Les Immigrants rwandais dans les zones de Fizi, Uvira et Mwenga », nous avons indiqué des publications fiables qui renseignent sur l'histoire des Banyarwanda dans la région. Il y

<sup>22</sup> Garreton, R., *Rapport sur la situation des droits de l'homme au Zaïre...E/CN.4/199/66*. pp. 10-11.

est clairement indiqué 1) que, selon Hiernaux, il était difficile autour de 1954 d'identifier dans la région 300 personnes tutsi<sup>23</sup> 2) tandis que G. Kajiga, en 1956 estimait déjà le nombre à 6000. Et puis le document « «Banyamulenge», Roberto Garreton's Report & Human rights in Fizi, Uvira & Mwenga, Zaïre: The anatomy of a fraud and genesis of a conflict » de Kinyalolo K. indique qu'aucune loi statistique ne permet de conclure qu'une population qui se chiffrait à 6000 en 1956 puisse s'être reproduite jusqu'à atteindre le nombre de 400.000.

Les archives de l'ex-Sous-région du Sud-Kivu selon ce qu'il en restait à Uvira avant la guerre indiquent plutôt que pendant les années 1980, tous les Banyarwanda du Sud-Kivu ne dépasseraient pas le nombre de 12000 personnes.

d) En fin, signalons que M. Garreton affirme une contre-vérité au sujet de l'importance politique des Banyarwanda de Fizi, Uvira et Mwenga. Les Banyarwanda qui ont été élus à des postes de l'Assemblée provinciale du Kivu furent des Zaïrois qui ne partagent avec ces récents immigrants que la langue Kinyarwanda. Rappelons d'ailleurs qu'il existe au Zaïre des locuteurs du Kinyarwanda, qui n'ont jamais fait partie des populations du Rwanda, selon les frontières tracées à la Conférence de Berlin. La publication de J.C. Willame, *Les provinces du Congo, Kivu Central* donne un tableau succinct mais complet de l'histoire politique de la région. Et la réalité diffère totalement de celle que décrit Garreton.

2) Dans le *New York Times* du 23 novembre 1996, alors qu'une guerre mûrie par le Rwanda avait fini par arracher au Zaïre presque toute la province du Kivu, on se demandait si le Rwanda n'avait pas utilisé contre le Zaïre l'aide américaine qui pourtant était destinée à aider le Rwanda comme c'est le cas aussi pour les pays comme l'Uganda, l'Erythrée, etc., pour anticiper la campagne islamiste arabe du Soudan qui menace toute l'Afrique. En ce moment, selon le journal, Paris, lui, n'hésitait pas d'accuser Les Etats-Unis de mener une campagne anti-française dans la région, tandis que Washington niait totalement une implication dans cette guerre. Et le journal de signaler: « dans tous les cas, personne en Occident n'a été surpris par cette guerre ».

L'article, en citant Patrick Smith, un éditeur de *Africa Confidential* de Londres, soulève également une question non moins importante: « The key question now is whether they are willing to see Kivu become part of some new Anglophone-Swahili zone in Central Africa ». Et pour notre part, la question est même de savoir s'il s'agit de faire du Kivu un Etat Swahili ou plutôt un Etat tutsi avec une configuration imaginaire où il y aurait d'une part Les Tutsi venant du Rwanda, Burundi et Uganda et d'autre part les autres populations affaiblies qu'on confondrait tous dans une union des Baswahili. Pendant cette guerre, on a pu lire déjà des cartes géographiques qui confondent ensemble toutes les populations du Kivu sous le nom Baswahili, tandis que d'un autre côté il y aurait les Banyamulenge qui constitueraient 50% de la population<sup>24</sup>.

3) On lit aussi dans la presse française des positions qui semblent favorables à la cause des fameux « Banyamulenge ». Dans un article de Laurent Bijard, on lit notamment: « Depuis des siècles, des Tutsis d'origine rwandaise y (au Kivu) sont installés. Au XVIIe siècle, l'empire rwandais s'étendait jusqu'aux portes de Kisangani »<sup>25</sup>. Nous ne savons sincèrement à quels documents s'est

<sup>23</sup> Hiernaux, J., « Note sur les Tutsi de l'Itombwe », *Bulletins et Mémoires de la Société d'Anthropologie de Paris*, t.7, XIème série, 1954.

<sup>24</sup> Lire *La Presse*, Montréal, 9 novembre 1996 ou *Jeune Afrique* n. 1870 et 1872.

<sup>25</sup> *Nouvel Observateur*, 7-13 novembre 1996. p.31.

référé l'auteur de l'article. Il donne l'impression d'avoir cédé à la tentation de l'écriture facile et d'avoir ainsi pris ce qui se raconte durant ce fameux semestre « Banyamulenge ».

Ces mêmes articles de presse française interrogent néanmoins sur cette affaire Banyamulenge: ils questionnent sur le refus de Kagame d'être impliqué dans la guerre du Zaïre alors même que tout Kigali est en fête lorsque les trois principales villes du Kivu tombe. Un article de *Libération* du 31 octobre, en particulier, nous décrit un Kagame qui, tout en niant l'implication de son pays dans cette guerre, savait évaluer le nombre des soldats tutsis en guerre au Zaïre. Nous reviendrons plus loin sur le contenu de certains de ces articles, principalement pour signaler une omission qui accompagne les genres de propos voulant que tout ait commencé avec des exactions dont les Tutsis auraient été victimes dans le Kivu. Il s'agit de tenter une esquisse de réponse à la question « pourquoi ces Banyarwanda qui avouent souvent avoir vécu dans la paix dans cette région pouvaient-ils vraiment devenir l'objet d'attaque d'un seul coup ? ». Il s'agira de corriger certaines affirmations comme celles de l'article de *Libération* qui font croire que les Tutsis installés au Zaïre ont pris les armes parce qu'ils étaient victimes d'épuration ethnique. Ces Tutsis eux-mêmes ont avoué avoir préparé la guerre pour ne pas être surpris<sup>26</sup>. S'imaginer donc ce que cela veut dire dans un pays où tout le monde savait que l'armée ne pouvait plus mener une guerre

## **ANNEXE 1:**

### **Une image de la guerre:**

#### **Les populations du Kivu sacrifiées; les chrétiens et les intellectuels plus visés.**

(Extrait d'une présentation un mois et demi  
après la tombée d'Uvira, Bukavu et Goma).

Depuis plusieurs mois, ces Banyarwanda soutiennent que les Zaïrois du Kivu qui, depuis longtemps, les ont hébergés, se seraient dressés contre eux, pillant leurs biens, détruisant leurs maisons et les forçant à retourner au Rwanda. Et la campagne médiatique qui a fini par faire adopter de tels propos par l'opinion internationale n'a pas cessé même à ce jour. Malheureusement, devons-nous dire, cette campagne est menée à l'insu des populations autochtones qui, elles, n'ont ni auditoire, ni porte-parole.

Les Banyarwanda qui s'appellent frauduleusement "Banyamulenge", ont profité de leur faveur auprès des organismes "humanitaires" pour incriminer les Zaïrois du Kivu de préparer un génocide contre eux. C'était le beau motif pour commencer à préparer les armes.

Mais, doit-on encore se demander aujourd'hui qui a préparé un génocide et pour quelles raisons? Maintenant les faits parlent d'eux-mêmes. Ces Banyarwanda ont travaillé de longues années pour apprendre le discours le mieux reçu en Occident. Ils en ont profité pour soutirer des aides diverses. Cela leur a permis de commencer une guerre contre des hommes, des femmes et des enfants sans défense. Ils ont donc tué et continuent à tuer les mêmes gens qu'ils accusaient faussement sous prétexte qu'ils se battaient pour la nationalité. Leur discours a maintenant changé et, de plus en plus, on découvre leurs visées. Ils veulent prendre une partie du territoire zaïrois. Car ils prétendent, au mépris de toutes les conventions internationales, que leur empire doit aller

---

<sup>26</sup> Cf. Rapport de Garretton, plusieurs bulletins de Reuter entre septembre et octobre 1996.



au-delà du Rwanda, i.e. que le Rwanda doit s'annexer<sup>27</sup> la province zaïroise du Kivu, province pourtant dix fois plus grande que lui-même.

Ce qui a été dit dès septembre 1996, c'est que des populations tutsi d'origine rwandaise se révoltaient contre l'administration zaïroise qui leur a nié la nationalité. Mais le porte-parole de ces Tutsi faisait valoir aussi qu'ils devaient se battre parce que l'armée zaïroise en plus de les forcer à retourner au Rwanda, extorquaient leurs biens, violaient leurs femmes, tuaient ceux qui refusaient de retourner au Rwanda.

Pour qui connaît l'armée de Mobutu, de telles accusations ne pouvaient que bien coller. Mais, il est à déplorer que l'on explique pas pourquoi tout à coup seules ces populations tutsies qui ont côtoyé Mobutu malgré leur petit nombre ont été tout à coup visées. Il est à déplorer qu'aucun media n'ait expliqué que les Banyarwanda ont été visés parce qu'ils ont été surpris avec des armes et infiltrant des soldats de l'armée rwandaise.

Il est faux de prétendre que les Banyarwanda étaient les seules victimes des exactions commises par l'armée indisciplinée de Mobutu. A Kinshasa où les Banyarwanda se comptent au bout des doigts, il se passe aussi des pillages, des extorsions indescriptibles, cette fois-ci contre tout Zaïrois.

Et dans la région du Kivu, feu Mgr. Munzihirwa n'a-t-il pas dénoncé les violations des droits de l'homme dont sont victimes les populations autochtones? Voilà pourquoi nous pensons que, même s'il y avait des raisons pour les Banyarwanda de se révolter, ils devaient seulement s'insurger contre les autorités politiques et militaires au lieu de procéder, comme ils le font, à l'élimination systématique des Zaïrois qui n'ont pas de sang rwandais ou qui s'opposent contre l'infiltration tous azimuts de leur territoire<sup>28</sup>.

Egalement, on sait maintenant que les Tutsi de l'est du Zaïre sont mandatés par le gouvernement rwandais qui les a entraînés. Il est probable que les Zaïrois veuillent résister à l'agression. Mais, n'étant pas armés, ces civils, eux, disparaîtront de la carte. Et alors le Rwanda aura la latitude d'y implanter l'excédent de la population rwandaise.

Ces propos semblent incompatibles avec les déclarations qui veulent que les Rwandais aient voulu simplement commencer une guerre de libération qu'ils auraient ensuite laissée à la charge des rebelles zaïrois eux-mêmes. Mais il faut bien noter que l'implication des rebelles zaïrois n'est qu'un moyen pour le Rwanda d'arracher le Kivu au Zaïre. L'espoir du gouvernement rwandais est que Kabila est capable de diriger le Zaïre; il faut donc l'aider à prendre le pouvoir au Zaïre parce qu'en retour il cédera aisément le Kivu au Rwanda. Et la mission pour Kabila est de faciliter l'extermination des Zaïrois du Kivu. On rapporte que tout religieux important, tous les intellectuels du Kivu qui dénonçaient même sous la dictature les violations des droits de la personne, tous ceux qui n'ont pas le sang tutsi doivent fuir le Kivu ou mourir. Les medias nous ont appris l'assassinat de l'Archévêque de Bukavu, Mgr Munzihirwa; Mgr. Buhendwa de Burhale; les professeurs d'universités Wasso, Bisharhwa ; Dr. Kapagama, Maîtres Lwango et Mamboleo, les Abbés Koko, Ndogole, etc.

<sup>27</sup> Cf. Déclarations de Muller Ruhimbika au début de la guerre. Voir aussi le plan de long terme des Tutsi selon Barahinyura, J., *Rwanda.....*, 126-129.

<sup>28</sup> Lire le reportage de Ron Pempstein faisant état de la préoccupation de la Maison Blanche. Affiché le 03 décembre, 1996. Voir aussi Rapport d'Amesty International de la même date sur les tortures et les arrestations arbitraires.

Les rebelles de Kabila voulaient continuer leur campagne vers l'ouest, mais les Tutsi sont restés dans les villes du Kivu, continuant à massacrer des âmes innocentes.

Et Kabila leur a facilité la tâche dans la mesure où il a, aussitôt après la tombée de ces villes, nommé des gouverneurs qui représentent bien le Rwanda. Quand un gouverneur est Zaïrois, il faut voir cependant son second, souvent un militaire tutsi qui doit avoir tout le pouvoir. Une autorité tutsi nommée dans les zones occupées, cela signifie vengeance contre les populations qui continuaient à les prendre pour des étrangers.

Les messages téléphoniques reçus de la part des Zaïrois déplacés, les articles publiés ces derniers temps par l'agence Reuters, tout porte à croire que les Tutsi qui ont pris le Kivu, visent particulièrement les intellectuels et les religieux chrétiens qui peuvent dénoncer, résister...

Ce document ne peut éclairer par lui-même ce qui est condamnable dans cette guerre meurtrière. Il permet cependant de rapporter les questions principales que les rescapés zaïrois se posent sur les enjeux de cette guerre.

### **Les questions**

1. Ils ne comprennent pas du tout que l'Église Catholique ne soit pas intervenue tôt pour éloigner les Évêques qui ont été attrapés plus d'une fois en pratiquant un trafic d'armes (Un bulletin local d'Uvira confirme ce fait, tandis que le rapport du Rapporteur des Nations Unies de 1996, M. Garreton, laissait présager que l'Évêque d'Uvira encourageait ses frères tutsi à entreposer des armes en vue d'une guerre); sans oublier qu'au moment de la nomination de l'Évêque incriminé, le Vatican devait être saisi des raisons pour lesquelles la population locale contestait cette nomination. Et dernièrement, bien que Mgr Jérôme Gapangwa ait quitté Uvira après l'avoir embrasé, il est resté membre du Comité Permanent des Evêques du Zaïre.

2. Ils ne comprennent pas que des vicaires locaux n'attirent jamais la sympathie du Vatican qui est allé jusqu'à nommer un jeune abbé mal connu dans la région, comme si de dignes serviteurs de l'Église n'existaient pas dans la région.

3. Ils se demandent si les nominations des évêques dans la région ne pourraient pas se faire sur conseil de nombreux prêtres Xavériens qui ont guidé le diocèse d'Uvira et qui vivent près de Rome. Mgr. Danilo Catarzi, Renzo Bon, Angelo Mangioni, Giulio Simoncelli, Mario Giavarinni, Vagni Aldo, Barbeno Battista, etc. Les Chrétiens d'Uvira se demandent si, avant de nommer les Evêques, le Vatican ne peut pas consulter ces hommes d'Église qui connaissent la région et y ont consacré leur vie.

4. Ils se demandent pourquoi toutes les aides humanitaires qui sont destinées à la région ne sont jamais dirigées qu'entre les mains des quelques personnes belliqueuses. E.g. les aides de certains organismes canadiens, français, allemands, etc., Dans le cas des organismes qui collaborent avec l'Église Catholique, n'y a-t-il pas moyen que les Evêques instaurent des comités d'enquête impartiaux pour éviter que l'argent envoyé en Afrique ne serve pas à acheter les armes?

### **Les enjeux**

-Même le vainqueur ne pourra assurer la paix dans toute la région, parce que la rancune des autres suscitera toujours des rebondissements; surtout qu'en tentant d'imposer une nouvelle langue officielle dans la région, ils auront comme adversaires tous ceux qui ont été instruits dans la culture française.

-Les Tutsi qui veulent créer l'empire sont minoritaires et ne peuvent s'imposer longtemps dans la région; pour bien vivre, ils doivent éviter de faire trop de mécontents.

-La paix relative dans la région a toujours été maintenue grâce à une culture religieuse bien réussie. Le sentiment anti-religieux des "warriors" tutsi n'aidera pas beaucoup. En témoignent les multiples massacres perpétrés contre les évêques non tutsi du Rwanda, du Burundi et du Zaïre;

-La paix risque de manquer longtemps parce que les évêques tutsi mandatés par le Vatican se sont révélés jusque là politiquement engagés. Les population zaïroises du Kivu, sans défense, sont maintenant prises entre un pouvoir arbitraire à Kinshasa et une invasion sanguinaire des hommes de Kigali.

## ANNEXE II:

### **Le problème de la guerre à Uvira selon un rescapé réfugié à Kigoma**

(Résumés des lettres et des entretiens téléphoniques)

Avec cette guerre, c'est la désolation complète pour les populations. La guerre est arrivée, non sans avertissement. Mais personne n'a rien fait pour sauver les innocents civils. Les Tutsi qui, comme vous le savez, ont toujours promis de prendre notre région malgré nous, ont rassemblé des armes depuis très longtemps. Mais rien n'a été fait pour éviter le drame. Et il s'est produit.

A la fin de la rébellion des mulélistes, comme tout le monde le sait, l'ANC (Armée Nationale Congolaise) a utilisé les Tutsis pour contrer la rébellion. Les responsables de l'armée savaient que certains des Tutsi étaient défavorables aux rebelles. Le conflit étant né entre rebelles et Tutsi parce que ceux-ci, avec leur chef Mushishi, accaparèrent les vaches du fermier fuyard Riga alors que les chefs des rebelles se nourrissaient à même ces troupeaux qu'ils considéraient comme des biens abandonnés et qui devenaient la propriété de l'Etat et non celle d'un groupe de réfugiés.

Pour garder ces vaches, Mushishi a donc joué à la trahison. Il a trahi ses confrères Banyarwanda tutsi comme Rukeba, Kayitari, qui eux combattaient aux côtés des rebelles, dans l'espoir que ceux-ci les aideraient aussi à reconquérir le Rwanda. Comme la rébellion était déjà pratiquement finie, Mushishi a quand même obtenu que ses sujets restent armés sous prétexte qu'ils étaient capables de contenir les rebondissements de la guerre. Et malheureusement, dans ce pays où l'on ne vit qu'au présent., personne ne s'est plus jamais demandé « où sont allés les armes laissées entre les mains des Tutsi dont certains étaient retournés au Rwanda? ».

C'est dire donc que ces gens ont toujours été armés. Et plusieurs fois le Commissaire de Zone, M. Mutabazi a arrêté M. Muller Ruhimbika, le chef des Tutsi d'Uvira parce que celui-ci était surpris dans un trafic d'armes et qu'il l'a reconnu lui-même. Mais encore une fois, rien n'a été fait pour anticiper le mal.

Nous avons été naïfs même après le début des attaques, nous pensions que les Tutsi s'en prendraient aux seuls Hutu dans les camps, parce que nous ne nous reprochions rien; nous les

avons hébergés depuis leur arrivée, certains étaient nos bergers, d'autres étaient nos grands amis à l'église.

Je dois même vous dire que lors des attaques, quand les Bafuliiru ont vu que les Tutsi s'en prenaient aux Zaïrois, certains d'entre nous ont essayé de réagir tandis que d'autres encore cachaient chez eux deux ou trois Tutsi qu'ils estimaient innocents. Au point que parmi nous, certains auront de la difficulté à se faire pardonner par les leurs.

Evidemment les nouvelles à la radio mentionnent à peine qu'il y aurait des étrangers dans cette guerre. Mais, je dois dire qu'aux premiers affrontements le 02 septembre, les gens ont été surpris de voir des Tutsi qui parlaient exclusivement anglais.

C'est cela qui nous fait dire que Kabila ne joue qu'un rôle de figurant. Nous n'avons entendu parler de lui que plus tard. Et puis, maintenant qu'il se dit à la tête de tout, il nomme des étrangers à la tête des provinces et des zones. Bien sûr les titulaires à chacun de ces postes sont des nationaux. Mais les plus puissants sont souvent les adjoints qui sont ou des militaires rwandais ou leurs agents secrets de longue date dans la région.

Voici par exemple qu'il y a quelques jours, on nous a rapporté que les soldats Tutsi restés à Uvira tuaient les gens. Vous savez pourtant que le Commissaire de Zone est un Zaïrois. Mais que peut-il y changer? Il a été nommé malgré lui et on n'attend pas de lui qu'il impose quoi que ce soit. Etre là, pour lui, c'est question de vie ou de mort.

Kabila a reçu la garantie du Rwanda selon laquelle les Tutsi le pousseraient jusqu'à Kinshasa. Mais on commence à avoir l'impression que Kabila n'avait pas les mêmes visées que les Tutsi.

Kabila, tout le monde le sait, est un pire dictateur quand il n'est pas simple marionnette. Nous avons compris maintenant qu'il embarque dans un jeu sans savoir où il va, juste pour avoir de quoi vivre.

Un de mes amis a fait le maquis avec Kabila. Il décrit cet homme comme un égoïste irresponsable. Il a toujours les manières d'un dur. Il tremble devant la moindre rivalité et n'accepte jamais le compromis. Il fait tout ce qui est bon pour son pouvoir. Par exemple, il n'hésitait pas d'envoyer des gens au maquis et de charger les autres de les liquider juste parce qu'il convoitait leurs femmes ou qu'il les trouvait contestataires. Ceux qui l'ont connu en tout cas disent qu'il est aussi pire que les autres dictateurs africains. Il viole et tue à loisir. Mon ami qui fut un de ses combattants m'a d'ailleurs confirmé que l'épouse de Kabila est une femme que celui-ci a arrachée à un de ses combattants. Quant aux femmes de ses combattants qui lui refusaient les faveurs, il n'hésitait pas à les massacrer.

« Si son PRP n'a rien jamais fait, me disait un jour l'ami, cela tient d'abord à la personnalité même de Kabila. Lors de l'attaque de Moba 1 (1984), tout le monde a vu que nous étions des aventuriers. Kabila nous a largué en brousse, sans même savoir où nous allions. Nous nous sommes occupés nous-mêmes à recruter des jeunes à partir du Mont Nzau près de Moba, c'est à peine que nous avons constitué l'équivalent d'un régiment. Et c'est avec cela que nous avons attaqué Moba, comme si un régiment pouvait alors résister à la contre-offensive de toute une armée. Quand nous avons quitté la base logistique de Lwiche près d'Udjidji, Kabila ne s'est plus intéressé à savoir ce qui pouvait nous arriver. Nous avons pris Moba et Kabila n'en a été informé qu'une semaine plus tard quand l'armée zaïroise était sur le point de nous en déloger. Notre chef était un irresponsable. Et maintenant quand j'y pense, je comprends mal qu'on puisse envoyer des jeunes gens faire la guerre, sans aucun moyen de communication, quand on sait qu'aucun

renfort n'est possible. Lors de Moba 2 (mai-juin 1985), Kabila a insisté pour nous conduire jusqu'au front. Tout le monde s'y est opposé, car Monsieur prenait pour sa propre sécurité 60% des troupes; il était d'ailleurs ignorant de la vie de maquis tandis qu'il se la coulait douce en Tanzanie, et quand quelqu'un proposait quelque chose de neuf, souvent c'était la bastonnade qui s'ensuivait. Kabila n'hésitait pas à administrer entre 50 et 100 fouets même à ses généraux. J'ai vu un colonel endurer 300 fouets et je ne l'oublierai jamais.

Enfin, Kabila a donné beaucoup de fausses promesses, il a vendu pour lui-même l'or et l'ivoire que les combattants ont eu dans le maquis. Il a dilapidé tous les fonds d'aide en provenance des Etats amis. Et c'est ainsi qu'on l'appelait déjà « Chama », i.e. le parti. Lui-même gérait tout ce qui pouvait rapporter, il n'avait ni vice-président ni secrétaire. Quelques fois, c'est son petit-frère Tibu qui était envoyé à des ambassades. Mais comme tel, Kabila c'était le parti et le parti c'était lui et lui seul, mais seulement pour ce qui rapportait de l'argent. Et les risques, c'est nous les combattants naïfs qui les prenions. Kabila au fond n'est pas le dictateur qu'on aimerait connaître. Et aujourd'hui beaucoup de gens parlent de lui avec naïveté ».

Le seul souci actuel pour nous, c'est « comment nous pouvons retourner chez nous et vivre tranquillement ». Maintenant nous vivons traumatisés si quelque chose n'est pas fait pour fortifier les frontières et nous protéger contre un éventuel prochain massacre.